

La Nouvelle Gestion Publique (ou New Public Management) est un concept né dans les années 1970.

Le "New Public Management") a commencé à être ressenti par les agents à partir des années 2000. La fusion DGI/DGCP pour créer la DGFIP en 2008 en est un bel exemple.

Ces derniers temps, l'application de la nouvelle gestion publique s'accélère à vitesse Grand V malgré le fait que les économies escomptées sont discutables. Cette course en avant nie la dégradation palpable du service rendu.

Cette conception organisationnelle de l'Administration Publique réduit à sa plus simple expression le clivage entre gestion publique et gestion privée. En conséquence, elle réclame la nécessité d'un État minimaliste c'est à dire un État-gendarme et c'est tout.

Ce schéma entraîne la DGFIP dans une cure d'amaigrissement particulièrement drastique et douloureuse pour le personnel.

Surtout, il est loin d'être si vertueux que ce que l'on nous vend!

Les coûts des études ainsi que les coûts directs et indirects de la réorganisation se révèlent parfois être supérieur aux économies générées.

La culture des statistiques transforme chaque agent en un item quantifiable et futile.

La perte d'expertise dans les services sous-traités provoque à terme une réduction de la capacité d'adaptation de l'organisation (cas de l'informatique par exemple)

La piètre mise en œuvre organisationnelle constatée dans certaines administrations renforce la résistance au changement du personnel et jette le discrédit sur les projets de réorganisation

Un sentiment de déclassement conduit beaucoup d'agents à une résignation mortifère.

Les réformes de structures s'enchaînent avant même que les précédentes n'aient été entièrement déployées, ce qui témoigne d'une certaine folie!

Une fois, mise en place, elles sont imposées aux forceps.

Les débats (Grands ou petits) sont biaisés et les CTL sont devenus des comités d'enregistrement.

Les Groupes de Travail ne parviennent plus à masquer les bilans tronqués. Les usagers et les personnels fréquentent des services aux sempiternels changements de cadres et de noms.

Le tryptique est implacable: Suppression, fusion, confusion.

Les troubles sociaux actuels révèlent les besoins de la population en services publics.

La seule réponse de nos fossoyeurs est d'appliquer les restructurations perpétuelles avec leurs interminables cortèges d'angoisses via les suppressions d'emplois et de services!

L'État employeur propose depuis 2008 de faire passer la pilule grâce à sa poudre magique la PRS (**Prime de Restructuration de Service**).

Cette poudre est sensée amortir le choc des suppressions de postes.

Le problème est que les traumatismes deviennent trop nombreux et répétitifs pour que la poudre fasse disparaître leurs stygmates.

Alors, on augmente la dose de poudre (+15%!) jusqu'à ce que chaque malheureux élu accepte son ineluctable sort.

Avec **F.O-DGFIP 38**, refusons cette mise à mort mécanisée de nos emplois!

Refusons ce remake de France Telecom en plus grand!